

15 juin 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview du Président de la République au journal télévisé de 13h dans le cadre du Sommet du G7 à Evian.

Marie-Sophie LACARRAU

Effectivement, merci Isabelle. On se retrouve dans cette salle particulière. Bonjour Monsieur le Président.

Emmanuel MACRON

Bonjour.

Marie-Sophie LACARRAU

Alors cette salle, c'est ici que se dérouleront vos réunions de travail entre chefs d'État et de gouvernement, autour de cette table pour votre dernier G7. Vous allez discuter d'enjeux majeurs pour la marche du monde mais qui auront des répercussions très concrètes dans notre quotidien. Nous y viendrons. D'abord évidemment cet accord annoncé dans la nuit entre l'Iran et les États-Unis pour mettre fin au conflit, y compris au Liban. Faut-il y croire Monsieur le Président ?

Emmanuel MACRON

Bonjour, merci beaucoup d'être là à Evian. Oui, il faut y croire, il faut tout faire pour le mettre en œuvre. Et donc cet accord est une bonne chose parce que c'est ce que nous appelons de nos vœux depuis des semaines. D'abord nous allons tout faire et nous mobiliser dès ce soir dans le cadre de nos travaux et demain aussi puisque on n'aura pas simplement les membres du G7 qui sont les sept grandes économies démocratiques dans le monde. On a associé des partenaires et demain on aura une session sur la question de l'Iran avec en particulier l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Qatar.

Nous, nous allons tout faire d'abord pour que cet accord soit une réalité et donc pour que Ormuz puisse se rouvrir de manière pacifique et que le trafic puisse reprendre. C'est très important pour nos compatriotes parce que c'est à peu près un quart du pétrole et du gaz produit dans le monde qui sort par ce détroit. Donc nous avons construit avec les Britanniques une mission. Nous sommes, nous, sur place. Il y a plusieurs nations qui sont sur place, les néerlandais, les italiens, les britanniques, nous. On est prêts à agir très vite. Pour faire quoi ? Envoyer des avions, envoyer une frégate, envoyer des démineurs. Nous, nous avons aussi notre porte-avions, le Charles de Gaulle avec tout ce qui l'entoure.

Marie-Sophie LACARRAU

Qui reste dans la zone ?

Emmanuel MACRON

Qui reste dans la zone et qui peut être déployé dans les 2-3 jours qui suivront la confirmation. Donc ce qu'on va faire avec les Américains, en parallèle avec les Iraniens, c'est nous assurer de ce déploiement pour que cette réouverture d'Ormuz puisse se faire de manière pacifique et qu'elle dure.

Marie-Sophie LACARRAU

Est-ce que cette réouverture se fera sans péage ? La presse iranienne semble dire que non, il y en aura un avec l'accord des États-Unis. Si c'est le cas, c'est un recul en arrière.

Emmanuel MACRON

Alors si c'est le cas, c'est en effet pas le retour à la situation que nous connaissions il y a plusieurs mois. C'est évidemment pas du tout ce qu'on souhaite parce que ça créerait un précédent. Il y a beaucoup d'autres détroits dans le monde, si à chaque fois on fait payer, quelle est la conséquence ? Vous faites monter les prix pour la terre entière. Donc là, on va aussi en discuter.

Ce n'est pas conforme au droit international. Donc nous, on défend le droit international et on va tout faire en effet pour qu'il n'y ait pas de péage. Alors aujourd'hui, ils jouent sur les mots, ils disent ce sont pour des services. Donc on va regarder, déjà la priorité c'est de le rouvrir. C'est faire sortir les centaines de bateaux, de porte-conteneurs, de *tankeurs* pour que les marchandises, les équipages, parce qu'il y a des équipages qui sont bloqués depuis des mois, le pétrole, le gaz puissent sortir, que ça rouvre et que ça fasse baisser les prix.

Marie-Sophie LACARRAU

Évidemment, on va parler des prix. Raisonnablement, on peut espérer une réouverture dans quel délai ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, là aujourd'hui, si l'accord a été signé, il y a des confirmations techniques qui vont se faire.

Marie-Sophie LACARRAU

L'accord a été conclu, il sera signé vendredi.

Emmanuel MACRON

Alors il a été signé électroniquement, je ne veux pas rentrer dans le détail, et il y a des annexes qui seront finalisées vendredi. Donc ce qu'on nous dit, c'est que normalement ça doit repartir maintenant. Donc vigilance, les prochaines heures vont nous dire. Est-ce qu'on a les premiers bateaux qui vont le franchir ? Donc là, il faut tout faire dans les heures, les jours qui viennent, pour que ce soit une réalité.

La deuxième chose, c'est que la communauté internationale, et donc nous, on s'assure que ce soit une réalité qui dure. La troisième chose, c'est qu'on s'assure qu'il n'y ait pas de péage, et que les prix ne montent pas, et ça on va en discuter demain, c'est de trouver un accord. Et puis en parallèle, c'est important pour que ce soit aussi bien compris, dans les travaux qu'on va mener dans ce G7, on va tout faire pour réduire notre dépendance à ce détroit.

Marie-Sophie LACARRAU

C'est-à-dire ?

Emmanuel MACRON

C'est-à-dire trouver d'autres chemins. Quand vous avez du gaz qui est produit en Irak, aujourd'hui il sort par ce détroit, c'est faire en sorte qu'il y ait des gazoducs qui aillent à travers l'Irak, la Syrie, le Liban, et qui ressortent par un autre endroit. C'est que les Émirats Arabes Unis puissent avoir aussi des gazoducs qui ressortent de l'autre côté du détroit. C'est que l'Arabie Saoudite puisse avoir des gazoducs qui passent à travers leur pays pour passer par la mer Rouge, et qu'à travers l'Égypte, on puisse les avoir en Méditerranée. C'est trouver des voies et moyens de réduire notre dépendance à ce seul détroit. Ça, ça veut dire construire des infrastructures, et c'est l'engagement du G7.

Marie-Sophie LACARRAU

Et à la pompe, à quand les premières baisses de prix pour les automobilistes ? C'est la question que tout le monde se pose en nous regardant.

Emmanuel MACRON

Bien sûr c'est une question qui, évidemment, est très importante pour nous. Si les prochains jours nous montrent que c'est bon, nous, on va donc se déployer. Avec les Britanniques, on va piloter cette mission. Donc, comme je vous le disais, les Français peuvent être fiers parce que leurs militaires vont pouvoir, dans les prochaines heures, participer à cette stabilisation. C'est dans les semaines qui viennent qu'on aura un impact sur les cours.

Alors maintenant, comme il y a beaucoup de spéculations, je dirais, si c'est confirmé, tout de suite les marchés vont baisser. Mais pour que les chaînes logistiques repartent, ça va prendre quelques semaines. Néanmoins, on va voir des prix qui vont baisser, et le gouvernement va continuer de s'assurer que dans les délais normaux, ça soit bien répercuté à la pompe.

Marie-Sophie LACARRAU

Vous allez demander aux distributeurs de baisser les prix aussi vite qu'ils les avaient montés ?

Emmanuel MACRON

On ne va pas simplement leur demander, on va le vérifier, c'est la règle du jeu.

Marie-Sophie LACARRAU

Sur les objectifs de guerre, j'aimerais qu'on revienne dessus. Parce qu'au départ, si cette guerre a été déclenchée, Donald Trump le disait, c'était pour renverser le régime des mollahs, il est toujours là. C'était pour empêcher l'Iran d'obtenir la bombe nucléaire. Là, on ne sait pas. Ce conflit n'a donc pas permis, à ce stade, de régler ces sujets de fond. Le régime iranien a-t-il gagné ?

Emmanuel MACRON

Je ne dirais pas cela, et surtout je serai prudent et patient. Nous, nous n'avons pas participé à cette offensive, comme vous le savez. Donc là, notre objectif, c'est la réouverture d'Ormuz. Et en effet, il ne faut pas de péage ou de choses qui iraient enrichir ...

Marie-Sophie LACARRAU

Le régime des mollahs

Emmanuel MACRON

Ensuite, c'est de s'assurer que cette paix, vous l'avez dit dans votre propos introductif, elle permette de protéger le Liban. Parce qu'aujourd'hui, le Liban, dans sa souveraineté, son intégrité territoriale doit être protégée. Il faut lutter contre des groupes terroristes qui sont mauvais pour le Liban et pour la région. Mais il faut s'assurer que le Liban retrouve la paix, qu'il n'y ait plus de bombardements, que les troupes étrangères se retirent et qu'on redonne la possibilité aux forces armées libanaises de retrouver ce qu'on appelle le monopole des armes, et donc désarmement dans le bon ordre, le Hezbollah.

La troisième chose, et c'est dans l'accord, ce qui va se faire durant les 60 jours qui viennent, c'est l'accord sur le nucléaire, mais aussi ce qu'on appelle les capacités balistiques, c'est-à-dire les tirs de longue portée que les Iraniens peuvent faire. Ça, c'est important pour la paix dans la région, c'est important pour nous.

Marie-Sophie LACARRAU

Quelle sera votre priorité ?

Emmanuel MACRON

Donc nous, notre priorité, c'est qu'il y ait un accord solide et sérieux qui soit finalisé. La France avait fait partie, il y a un peu plus de 10 ans, de l'accord qui avait été initié par les Américains. Nous, on avait souhaité que cet accord soit tenu et respecté en 2018. J'étais déjà là. D'ailleurs, le G7 en 2019, on s'était beaucoup activé, les Iraniens étaient venus en coulisses. Donc là, nous, on va s'assurer pour que les capacités d'uranium enrichi qui sont présentes, eh bien, elles soient bien neutralisées.

Marie-Sophie LACARRAU

Alors comment ? Il faudrait que les Américains aillent le chercher cet uranium ?

Emmanuel MACRON

Alors non, il y a plusieurs solutions. D'abord, il faut que ça se fasse sous supervision de l'Agence internationale d'énergie atomique, l'AIEA. Parce que c'est la communauté internationale, il y a un garant. Ensuite, soit il faut sortir cet uranium et le mettre dans un pays tiers pour qu'il soit contrôlé, progressivement dilué. Soit il faut le diluer sur place sous le contrôle de l'AIEA. En tout cas, il faut faire que cet uranium enrichi, qui est proche du seuil dangereux dans lequel après, on peut construire des armes nucléaires, le sortir ou le diluer.

Ensuite, il faut s'assurer qu'il y aura un contrôle de cette agence pour que les Iraniens ne puissent pas, dans les mois et les années qui viennent, se réorganiser pour refaire de l'uranium enrichi et construire des armes avec. Donc ça, c'est une pression de la communauté internationale sur leurs activités, c'est un contrôle sur les sites. On connaît, on sait comment le faire parce qu'on l'a déjà fait. Donc nous, on contribuera avec nos experts. On contribuera aussi parce que cet accord, il prévoira la levée des sanctions sur l'Iran, s'il est bon. Eh bien, s'il n'est pas suffisant, à ce moment-là, les sanctions ne seront pas levées. Ça, avec les Britanniques et les Allemands en particulier, on a un rôle particulier, spécifique.

Marie-Sophie LACARRAU

Est-ce que vous prévoyez d'envoyer des moyens supplémentaires dans la zone ? On l'a dit tout à l'heure, le Charles de Gaulle va rester sur place. Y aura-t-il des envois supplémentaires et quand ?

Emmanuel MACRON

Aujourd'hui, nous sommes sans doute la nation n'étant pas partie au conflit qui a le plus de moyens présents dans la région, entre la Méditerranée orientale, la mer Rouge et l'océan Indien. Donc nous avons des moyens déjà déployés depuis plusieurs mois. Je veux vraiment dire à nos marins notre fierté et ma reconnaissance parce que pour eux, c'est des semaines, des mois de mer. Donc nous, on s'organise pour réagir très vite dès qu'il y aura accord de toutes les parties prenantes. Donc l'accord signé est là, on va regarder.

Les Omanais nous ont déjà dit d'accord pour les escortes. Vous savez, Oman, c'est le pays qui est de l'autre côté du Détroit par rapport à l'Iran. Et donc là, ce sera une discussion avec les Américains et les Iraniens pour pouvoir assurer cette mission. Et en tout cas, nous, on a aussi des missions qu'on effectue en mer Rouge, par exemple, pour s'assurer de la sécurité ou en Méditerranée orientale pour être aux côtés de nos alliés ou aux côtés aussi de nos forces.

Marie-Sophie LACARRAU

On pourrait avoir le Charles de Gaulle dans le Détroit ?

Emmanuel MACRON

Je ne veux pas ici faire de scénario fiction, si je puis dire. En tout cas, nous sommes prêts et à horizon de 2-3 jours, Charles de Gaulle peut être sur zone. Maintenant, il faut le faire en bon ordre. On sait, je peux vous dire que dès demain, on peut avoir des chasseurs, des avions qui seront là pour des premières missions de surveillance, on peut avoir une frégate dès demain et on peut avoir sous 2-3 jours, en effet, le Charles de Gaulle, des capacités de déminage et tout ce qui accompagne le Charles de Gaulle, c'est-à-dire aussi les frégates de nos partenaires et le reste. Mais tout ça n'a de sens que s'il y a un accord international, c'est ce à quoi on va travailler.

Marie-Sophie LACARRAU

Évidemment, dans ce G7 qui s'ouvrira donc ce soir et autour de cette table, vous discuterez, se tiendront donc vos réunions de travail, je le disais tout à l'heure. Donnez-moi un exemple, un seul, de ce que vous pourriez décider ici et qui aurait des conséquences immédiates dans le quotidien des Français. Un exemple.

Emmanuel MACRON

Un exemple, c'est celui qu'on vient de lire et très bon, si on a un accord sur Ormuz, conséquences immédiates. Un deuxième exemple qu'on pourrait citer, ça va avoir des conséquences sur nos économies, c'est l'accord qu'on va, je pense, conclure sur les minerais critiques et les terres rares. On a tous besoin d'avoir des minerais critiques et des terres rares pour produire les équipements que vous avez là et qui nous permettent de parler et de communiquer, pour notre défense, pour tout ce qui permet d'ailleurs à nos équipements de fonctionner et évidemment notre intelligence artificielle et le reste.

Aujourd'hui, la Chine a beaucoup accumulé, il y a des dépendances qui existent. Le fait d'arriver à avoir un accord où on coopère tous pour diversifier justement notre capacité à avoir ces terres rares, les mettre ensemble, éviter qu'il y ait des blocages entre nous et surtout nous donner ces priorités et y aller, je pense qu'on va réussir à le conclure, c'était un des grands enjeux de ce G7. Ça paraît technique mais derrière c'est pour éviter, en fait sur la vie de tous les jours et notre industrie, exactement ce qu'on a connu sur les masques, les tests ou les vaccins pendant le Covid.

Marie-Sophie LACARRAU

Je vous entends très...

Emmanuel MACRON

Vous vous en souvenez ?

Marie-Sophie LACARRAU

Oui absolument.

Emmanuel MACRON

Et bien ça c'est quand les gens ne coopèrent pas entre eux et qu'il y a un effet de rareté. Aujourd'hui il y a une rareté sur certaines terres, certaines composantes, certains minerais critiques. Si on ne coopère pas entre les pays du G7, tout peut se bloquer. On va obtenir je pense cet accord-là, ça fait des mois qu'on y travaille et c'est une des choses très concrètes pour nos industries.

Marie-Sophie LACARRAU

Alors j'entends votre optimisme mais sur d'autres sujets ça risque d'être un peu plus compliqué. Donald Trump ce matin, pas plus tard que ce matin, a menacé la France d'instaurer 100% de droits de douane sur les vins et sur les champagnes si Paris ne supprime pas la taxe visant les géants du numérique américain. Est-ce que vous allez céder ?

Emmanuel MACRON

Non parce que ce n'est pas comme ça que ça marche. On vient de conclure un accord entre l'Europe et les États-Unis sur des *tariffs*. Après des mois de négociations, il avait été finalisé l'été dernier. Bon, maintenant il faut de la stabilité. Ce qu'on va d'ailleurs montrer, ce que les rapports d'experts montrent, c'est que les *tariffs* ça fait du bien à personne. Surtout les *tariffs* entre pays du G7. Ça ne fait pas du bien aux secteurs économiques qui sont touchés chez nous, mais ça ne fait pas du bien non plus aux États-Unis d'Amérique. Parce que ça ne règle pas du tout leurs problèmes de commerce et ça augmente certains prix.

Donc là, cette taxe numérique, les Européens l'ont décidée, plusieurs pays l'ont mise en œuvre, elle fait partie de notre droit. Ce n'est pas les États-Unis qui décident pour le droit des Européens ni des Français. C'est normal et ça ne se passera pas différemment, en tout cas tant que je serai là. Donc on aura une discussion respectueuse mais ferme, qui consistera à dire voilà comment les choses se passent, vous aussi vous avez mis des *tariffs* là qui sont plus élevés que ce qu'on vous impose, il faut les régler.

Cette menace on la connaît, d'ailleurs à Biarritz au moment du G7 en 2019, on les avait à peu près les mêmes. Donc on va régler tout ça de manière respectueuse par la discussion, mais ça ne se passera pas de...

Marie-Sophie LACARRAU

De cette manière-là.

Emmanuel MACRON

Non parce que ce qui est important de comprendre, c'est pour ça que le G7 a été créé en 1975 à l'initiative de la France. C'est que pour régler beaucoup de nos déséquilibres internationaux, il vaut mieux se concerter, surtout quand on est entre grandes démocraties. Aujourd'hui il y a des déséquilibres qui existent, il y a des chaînes de valeurs qui sont en rupture, c'est pour ça qu'il faut justement sur les minerais critiques et les terres rares se mettre d'accord.

Il y a une Chine qui est très puissante, qui innove beaucoup, il faut le dire avec immensément de respect et elle s'est beaucoup transformée, mais la Chine qui représente environ 15% du commerce international, elle représente plus de 35% de la production mondiale et donc elle a des surcapacités. Parfois elle aide beaucoup ses entreprises plus que nous. Si on ne se met pas d'accord entre démocraties, de manière respectueuse avec la Chine, mais en se mettant d'accord et en se coordonnant entre nous, on ne règle pas ces problèmes.

Marie-Sophie LACARRAU

Si on en revient à Donald Trump, vous le recevrez dans deux jours avec les honneurs.

Emmanuel MACRON

Je le reçois dès cet après-midi ici.

Marie-Sophie LACARRAU

Dès cet après-midi à 17h, c'est vrai.

Emmanuel MACRON

Ce soir nous travaillons et tous les jours.

Marie-Sophie LACARRAU

Absolument, et ensuite vous l'invitez à Versailles mercredi soir pour un dîner de gala. Donald Trump qui quand même, il y a un an lors du précédent G7, disait de vous, je le cite, Emmanuel se trompe toujours, vous n'êtes pas rancunier, est-ce que c'est important ? Qu'attendez-vous de sa venue à Versailles mercredi ?

Emmanuel MACRON

D'abord après tant d'années, si j'étais rancunier, ça me poserait des problèmes. Donc je suis pragmatique et moi je n'ai qu'un maillot, c'est le maillot de l'équipe de France. Et donc là on joue à domicile chez nous, l'année dernière on était au Canada, mais le Canada, le Président Trump était parti le deuxième jour, il était parti au milieu de ce G7.

Marie-Sophie LACARRAU

Exactement, il n'était pas allé jusqu'au bout.

Emmanuel MACRON

Donc il faut qu'il reste jusqu'au bout pour construire les accords, parce qu'on a aussi des discussions importantes sur le numérique et l'intelligence artificielle mercredi. Et après moi je pense que c'est par la discussion ferme, respectueuse, qu'on obtient des résultats.

Ensuite pourquoi on a souhaité ce dîner ? Ce n'est pas un dîner de gala ou autre, non c'est un dîner pour célébrer les 250 ans de l'indépendance américaine, parce que la France y a joué un rôle. Parce que les Américains, 4 juillet 1776, déclarent leur indépendance à Philadelphie, c'est un moment très important. La France était aux côtés des Américains dans cette guerre, évidemment La Fayette, mais la France a toujours été aux côtés et la France, à l'époque le roi Louis XVI, son ministre, le comte de Vergennes, à Versailles, sont ceux qui se sont battus, ont décidé et ont construit le traité de Paris qui a été ensuite signé en septembre 1783. Et donc ce sera notre moment de célébration de cette amitié et de ces 250 ans d'indépendance, parce que je n'irai pas le 4 juillet prochain aux Etats-Unis et donc c'était important que le Président Trump étant là, compte tenu du rôle de la France, de ce que nos armées ont fait, de ce que nos politiques ont construit, et bien de pouvoir le célébrer.

Parce que c'est une histoire d'indépendance et de liberté. Il ne faut jamais l'oublier, c'est ça l'ADN des Etats-Unis. C'est bien qu'ils se replongent dans l'ADN de leur histoire.

Marie-Sophie LACARRAU

Sur le conflit ukrainien, projetons-nous sur la suite. Est-ce que les Etats-Unis restent un allié fiable ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, c'est un allié qui est là, c'est un allié qui pensait pouvoir finir vite la guerre en Ukraine, il y a un an et demi, qui a vu la difficulté à nos côtés, qui ne finance plus l'effort de guerre. Parce que maintenant c'est un effort que les Européens quasi exclusivement font, je veux saluer aussi le rôle que les Canadiens, les Japonais, les Australiens, les Néo-Zélandais ou les Coréens ont à nos côtés, qui reposent sur nous, mais les Etats-Unis fournissent des armes, de l'intelligence, du renseignement, et sont là.

Donc c'est un des objectifs de ce G7 aussi. Dès ce soir dans notre discussion à 7 avec le Président Trump, et demain avec le Président Zelensky qui sera ici à cette table avec nous, c'est de nous rassembler et de dire regardez ce qui se passe, l'Ukraine résiste beaucoup mieux que vous ne le pensiez.

La population civile est touchée de manière inacceptable par la Russie, les lieux de culte, on l'a encore vu ces dernières heures, l'énergie avec un froid terrible qui s'est abattu sur l'Ukraine l'hiver dernier, tout ça suppose qu'on fasse quoi ? Qu'on continue à aider l'Ukraine et qu'on se mobilise, on a besoin de vous. Qu'on renforce la pression sur la Russie, ce qu'on fait par exemple contre cette fameuse flotte fantôme qu'utilise la Russie pour financer son effort de guerre, les Britanniques où nous-mêmes dans les 15 derniers jours on a mené des opérations.

Marie-Sophie LACARRAU

Absolument, nous en avons parlé dans nos journaux.

Emmanuel MACRON

Et qu'on se mette d'accord pour négocier avec les Ukrainiens, la paix. Et moi ce que je veux au fond c'est d'avoir des Américains qui se disent on est avec vous, on va continuer d'aider l'Ukraine, on va mettre la pression davantage sur la Russie. Et la bonne négociation c'est l'Ukraine et la Russie autour de la table, mais avec les Européens et les Américains qui sont là.

Marie-Sophie LACARRAU

Monsieur le Président, je voudrais qu'on profite aussi de cet entretien pour évoquer des sujets qui ne nous concernent plus directement en France et là évidemment je pense aux dysfonctionnements révélés après la mort de la petite Lyhanna. Alors pour vous, vous l'avez dit, ce n'est pas un problème de moyens. Quel est le problème alors ? Un problème d'organisation, de système ?

Emmanuel MACRON

D'abord quand on parle de Lyhanna, de ce drame terrible qui s'est abattu, sa famille, la première chose c'est d'avoir le respect, la dignité, parce que j'ai été à la fois bouleversé comme nous tous par ce drame, mais profondément touché par la dignité de ses parents, de sa famille et du maire.

Marie-Sophie LACARRAU

De Florence, tout à fait.

Emmanuel MACRON

Il les a accompagnés de manière remarquable, je les ai eus au téléphone. Je crois que ce qu'ils veulent, et à juste titre on doit l'entendre, c'est qu'on respecte leur deuil. Ce qu'on leur doit ensuite c'est la vérité.

Marie-Sophie LACARRAU

Oui, mais cela déclenche aussi un électrochoc avec un besoin de réaction pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

Emmanuel MACRON

La vérité, la première, je trouve qu'on l'oublie très vite dans tous les débats qu'on a, c'est qu'il y a un violeur, manifestement, et un assassin. Je respecte la présomption d'innocence et la justice doit faire son travail. Enfin, c'est ça la première chose.

Moi je pense à ses parents, plus personne ne parle de ça. Il faut avoir du respect. Et donc là, il faut que la justice, avec les services enquêteurs, on lui donne les moyens d'aller le plus vite possible pour que justice soit faite, pour que les parents aient la vérité sur ce qui s'est passé, et que celui qui a commis tout cela puisse être puni le plus sévèrement possible.

La troisième chose, c'est qu'il y a un travail qui doit être fait pour comprendre comment on en est arrivé là, parce qu'avec les informations qu'on a toutes eues, on voit bien qu'on aurait pu éviter, manifestement.

Marie-Sophie LACARRAU

Et c'est pour cela que des enquêtes ont été lancées.

Emmanuel MACRON

Et donc il y a un travail qui a été lancé, à la demande du Premier ministre, par le garde des Sceaux, le ministre de l'Intérieur. Il sera rendu dans huit jours. Et donc dans huit jours, le gouvernement pourra tirer les conclusions de tout cela. Et il dira, et donc moi je ne vais pas aller plus vite que ce qui est fait.

Marie-Sophie LACARRAU

Mais pour rétablir la confiance, vous entendez tous ces appels à manifester tous les lundis soir devant les tribunaux, il y en aura ce soir. Est-ce qu'il faut une nouvelle loi ? La fameuse loi intégrale réclamée par certains.

Emmanuel MACRON

Je les entends, je les respecte et je les comprends. Mais avant de savoir tout de suite s'il faut faire une loi, vous savez, on a fait de multiples lois depuis 2017. Depuis que je suis Président, on a augmenté comme on ne l'avait jamais augmenté le budget de la justice. On a embauché des milliers de policiers et de gendarmes. Quand j'ai été élu, en 2017, il y avait moins de monde dans les prisons qu'aujourd'hui. 7% des gens qui étaient dans les prisons l'étaient pour des violences sexuelles et sexistes. Aujourd'hui, trois fois plus.

Donc il faut déjà le respect, la considération, l'affection pour la famille. Ensuite, permettre à la justice de faire son travail sur ce qui s'est passé. Troisième chose, avoir la vérité des faits lundi prochain. Et sur cette base-là, on pourra voir aussi avec toutes les associations qui sont engagées, qu'est-ce qu'il faut faire de plus pour protéger nos enfants ? Qu'est-ce qui n'est pas encore assez fort ? Qu'est-ce qui n'est pas encore assez radical ? Où est-ce qu'on doit développer des unités d'écoute dans nos hôpitaux pour que ça marche encore mieux ? Des salles Mélanie dans nos commissariats, nos gendarmeries ? Où est-ce qu'il manque peut-être des moyens là ou là ?

Marie-Sophie LACARRAU

Et toutes ces questions seront tranchées donc un peu plus tard et avec méthode.

Emmanuel MACRON

C'est ce qu'on doit aussi à la fois aux victimes, aux parents, aux familles et à tous ceux qui concourent parce que vous savez nos policiers, nos gendarmes, nos services enquêteurs, nos magistrats, chaque jour ils se battent aux côtés des associations pour qu'on éradique ces violences et pour qu'on protège nos enfants. C'est le premier des devoirs de la République.

Marie-Sophie LACARRAU

« Protéger nos enfants », ça fait plusieurs fois que vous employez ces termes justement. Vous allez en discuter ici de cet objectif-là, sur les réseaux sociaux. La France, on le sait, veut les interdire au moins de 15 ans. Est-ce que cette mesure entrera en vigueur dès la rentrée prochaine ?

Emmanuel MACRON

Merci d'en parler, c'est très important. Je l'espère, je le pense et normalement oui. Les parlementaires vont voter la loi avant le 15 juillet. Et donc sur cette base-là, on prendra les textes pour que ce soit mis en œuvre à la rentrée de septembre.

Et donc à la rentrée de septembre, ça permettra que pour les moins de 15 ans, il n'y ait pas de nouveaux comptes qui soient créés. Il y aura sans doute une période où entre septembre et la fin de l'année, on ira fermer les comptes des moins de 15 ans qui existaient déjà. Parce que derrière, il y a toute une technique à mettre en œuvre avec ces réseaux sociaux.

Mais pourquoi on le fait ? Parce qu'on a établi, les meilleurs spécialistes l'ont établi, c'est mauvais pour nos enfants et nos ados. Parce que ça les plonge dans une grande solitude, ça les fait souffrir. Parce qu'ils ne sont pas prêts pour cela, ils sont trop jeunes. Parce que ça les plonge dans des complexes, parfois c'est un lieu de harcèlement. Et en fait, ça brouille leur développement personnel, sensible, sensoriel, cognitif. Et donc on doit protéger nos enfants, nos ados, leur permettre d'apprendre à l'école, avec la famille, avec les amis, donner plus de temps à la lecture, plus de temps au sport, mais les protéger de ces réseaux.

Et ce mouvement qui a été lancé, qu'on a initié avec l'Australie, l'Australie a passé une loi avant nous, elle est déjà en vigueur. Nous, on va être sans doute l'un des premiers Européens à le faire. On a maintenant la moitié des pays de l'Union européenne, même un peu plus, qui est avec nous. Les Britanniques nous rejoignent, ils l'annoncent ce matin, le Premier ministre Starmer, le Canada nous rejoint. Donc c'est un sujet, c'est aussi un mouvement. Et ça vous montre l'intérêt de ces forums de discussion. Parce qu'on a créé une dynamique internationale, pour protéger nos enfants à travers le monde, et pour responsabiliser nos plateformes. Parce que derrière, on va leur dire, on va vérifier l'âge.

Marie-Sophie LACARRAU

À ce stade, Monsieur le Président, il vous reste moins d'un an à l'Élysée. Est-ce que vous allez, à un moment, vous impliquer dans cette campagne ?

Emmanuel MACRON

Je crois que ce qui est attendu du Président de la République, a fortiori quand il n'est pas candidat à sa succession, c'est d'être là pour protéger, pour assurer l'unité, et pour permettre aussi de représenter le pays à l'international, et de relever les défis.

Et donc mon principal rôle, je crois que ce qui est attendu de moi par les Françaises et les Français, c'est que je sois Président jusqu'à la dernière seconde et au dernier quart d'heure.

Marie-Sophie LACARRAU

Et dans les dernières semaines, vous pourriez soutenir un candidat ?

Emmanuel MACRON

Et donc c'est d'abord d'assurer l'unité de la nation, dans des moments très difficiles, on l'a encore vécu ces derniers jours. Et d'être là pour nos enfants, les protéger. D'être là pour la France, son indépendance, sa liberté, sur les grands sujets militaires, diplomatiques ou technologiques. D'être là aussi pour qu'on ait une Europe plus forte, pour qu'on soit plus indépendant.

Et donc la campagne va se faire, c'est tout à fait normal, et moi je ferai tout pour qu'elle se fasse dans un bon cadre.

Marie-Sophie LACARRAU

Elle va se faire avec un rassemblement national qui avance en favori. Est-ce que vous vous sentez responsable, Monsieur le Président, de faire monter en puissance dans le pays ?

Emmanuel MACRON

Je ne ferai pas de commentaires politiques. Je pense que ce n'est pas mon rôle dans cette période. Encore moins que naguère.

Par contre, puisque vous évoquez tout ce qui peut se passer, c'est aussi pour ça que j'ai demandé au gouvernement de s'assurer que cette campagne et cette élection se passent aussi dans les meilleures conditions pour nous protéger de ce qu'on appelle les ingérences.

C'est-à-dire qu'il n'y ait pas d'attaque informationnelle de puissance étrangère pour déstabiliser le pays. Qu'il n'y ait pas d'attaque cyber. Que ça ne soit pas faussé. Je crois que c'est ça, mon rôle.

Après, les Françaises et les Français me connaissent. Ils savent ce que je pense. Les idées que je défends, j'ai eu l'occasion de les défendre lors de deux campagnes présidentielles. Ce que je porte, ce que je défends, ce pour quoi je me bats depuis plus de neuf ans maintenant. Une France plus forte, une économie plus prospère, l'innovation, le développement, notre enfance, notre Europe. Voilà. Et donc, je continuerai de le faire jusqu'au bout. Et je le ferai pour que nos débats soient le plus calmes, le plus apaisés possible.

Et que nous puissions tous ensemble faire les choix pour demain en étant conscients des risques, mais aussi des opportunités. On est un pays fort. On a une armée forte. On a une grande diplomatie. On a une économie très innovante. On a une société extraordinaire. Et donc, je veux aussi donner ce message d'optimisme pour les prochains mois.

Marie-Sophie LACARRAU

Eh bien, nous nous laisserons sur ça. Merci beaucoup, Monsieur le Président. Cette édition touche à sa fin. C'est la suite de nos programmes. Et moi, je vous dis à demain pour le 13h. Merci à vous.

Emmanuel MACRON

Merci d'avoir été à Evian, cette Haute-Savoie qu'on aime.